

**COOPERATION SÃO TOME E PRINCIPE – UNION  
EUROPEENNE**



**2007**



**RAPPORT ANNUEL CONJOINT**

## TABLE DES MATIERES

<b>RESUME</b> .....	3
<b>1. Mise à jour de la situation politique, économique et sociale</b> .....	4
2.1. Mise à jour de la situation politique.....	4
2.2. Mise à jour de la situation économique .....	4
2.3. Mise à jour de la situation de pauvreté et la situation sociale .....	5
<b>2. Examen de la coopération passée et en cours</b> .....	6
2.1. Secteur de concentration .....	7
2.1.1. Infrastructures-secteur routier.....	7
2.1.2. Appui budgétaire.....	7
2.2 Appui macro économique .....	11
2.3. Projets et programmes hors concentration.....	11
2.4. Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques (ANE) .....	12
2.5. Utilisation de l'enveloppe B .....	13
2.6. Autres instruments .....	13
<b>3. Cohérence des Politiques (CDP)</b> .....	16
<b>4. Stratégie conjointe UE - Afrique</b> .....	17
<b>5. Coordination des bailleurs et harmonisation</b> .....	18
<b>6. Dialogue dans le pays avec l'ON et les ANE, les autorités locales et les Parlements nationaux</b> .....	18
<b>7. Conclusions</b> .....	19

### ANNEXES ACCOMPAGNANT LE RAC

- a) Annexes générales:
  - Revue pays:
    - Indicateurs clés de performance macro-économique
    - Indicateurs clés des ODM
- b) Annexes à caractère rétrospectif: la situation financière pour:
  - Le 9<sup>ème</sup> FED et les FED précédents à la clôture de l'année financière 2007
  - La concentration par secteur des ressources engagées sur le 9<sup>ème</sup> FED
  - Les projets régionaux
- c) Annexes à caractère prospectif:
  - Calendrier indicatif des déboursments du 9<sup>ème</sup> FED et des FED précédents (à partir de 2008 et suivant)
  - Engagements programmés du FED en 2008 y compris les activités liées au Partenariats Afrique-UE et les Actions Prioritaires.
- d) Annexes sur l'efficacité de l'aide
  - Matrices des bailleurs sur l'aide actuelle et future

## RESUME

São Tomé e Príncipe a connu durant le dernier trimestre 2007 des turbulences politiques, issues d'une confrontation entre le Parlement et le Gouvernement, qui ont conduit à un premier remaniement ministériel en novembre 2007, suivi d'un changement plus conséquent en février 2008.

La situation économique de São Tomé e Príncipe s'est dégradée en fin d'année, le pays étant particulièrement sensible aux diverses hausses liées à l'augmentation des prix mondiaux du pétrole et des denrées alimentaires de base. Si la croissance et la baisse de l'inflation ont été au rendez-vous durant la première partie de l'année, l'augmentation salariale suite aux pressions syndicales, la hausse des prix des carburants et les ruptures de stock de denrées alimentaires n'ont pas permis de maintenir cette tendance des bons résultats pour l'année entière. Le Gouvernement doit poursuivre une politique dynamique de réforme fiscale et tente d'attirer des investissements stables, dans le tourisme notamment. Les perspectives de ressources financières liées à l'exploitation du pétrole sont différées à 2012 voire 2015.

Une large partie de la dette a pu être annulée dans le cadre de l'Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale (IADM) par laquelle le FMI, la Banque Mondiale et la BAD ont annulé les dettes de São Tomé e Príncipe. Le Portugal, la France et l'Angola ont également annulé une grande partie de la dette bilatérale. Toutefois ces annulations de dette n'ont conduit qu'à des faibles augmentations des ressources dans la mesure où en grande partie le service de la dette n'était plus honoré.

En termes de coopération, l'exécution financière 2007 est satisfaisante, à l'exception des paiements, et dans une moindre mesure des engagements individuels, en retard suite à la signature tardive des projets d'appui à la lutte contre le choléra, du projet « routes II ».

Le dispositif innovant des GIME est performant, basé sur la société civile pour l'entretien routier, avec une proportion notable de femmes (40%), mais doit être pérennisé. Le gouvernement doit accroître la mobilisation des ressources budgétaires prévues. Le cœur du dispositif actuel est constitué de deux organismes complémentaires, le Fonds Routier National (FRN) et l'Institut National des Routes (INAE), dont le fonctionnement peut être amélioré.

Force est de constater le rôle majeur du Cabinet de l'Ordonnateur National, à l'occasion de l'appui qu'il apporte à l'ON dans le suivi et la mise en œuvre de la coopération communautaire.

Le PIN 10<sup>ème</sup> FED a été signé à Lisbonne, le 9 décembre 2007.

Dans le cadre du nouvel Accord de Pêche, signé en 2006, une première Commission mixte a eu lieu en février 2007. Une mission d'identification d'appui technique à l'élaboration de la lettre de politique sectoriel des pêches a été réalisée en août 2007.

En termes de coopération régionale, les activités d'ECOFAC ont repris en 2007. Pour São Tomé e Príncipe, un zonage et un plan d'aménagement écologique du territoire de l'île seront définis. São Tomé e Príncipe reste le chef de file de la composante "Statistiques" 2 du programme PALOP dont l'étude de faisabilité a été réalisée en 2007.

Bien qu'associé au processus de négociation de l'Accord de Partenariat Economique avec la région Afrique Centrale, São Tomé e Príncipe ne s'estime pas suffisamment préparé pour une mise en œuvre immédiate.

## **1. MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE**

### **1.1 Mise à jour de la situation politique**

São Tomé e Príncipe connaît une stabilité politique caractérisée par la paix sociale ainsi que l'absence de conflit et de violence.

L'année 2007 a été caractérisée par des actions de déstabilisation contre le 11<sup>ème</sup> gouvernement constitutionnel formé en avril 2006. A partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, ce Gouvernement de coalition MDFM/PCD (Mouvement démocratique des forces du changement / Parti de la convergence démocratique) s'est retrouvé systématiquement contesté par l'opposition et les syndicats, perdant ainsi sa crédibilité auprès de l'opinion publique. En décembre 2007, le Gouvernement a été remanié mais n'a pu se maintenir très longtemps, puisqu'en février 2008 un nouveau premier ministre, issu du parti Action Démocratique Indépendante (ADI), a été désigné par le Chef de l'Etat pour constituer un nouveau gouvernement à la faveur d'une nouvelle coalition à laquelle seul le parti historique MLSTP n'a pas adhéré. São Tomé e Príncipe a pu confirmer et conforter sa maturité démocratique, à l'occasion de ces événements institutionnels.

Au niveau international, São Tomé e Príncipe reste l'un des quatre derniers pays du continent à reconnaître la Chine Taiwan.

### **1.2 Mise à jour de la situation économique**

Selon les indicateurs de développement du rapport Afrique 2007 publié par la Banque mondiale, São Tomé e Príncipe, avec une croissance annuelle moyenne de 7.1% entre 1996 et 2005, est le 3<sup>ème</sup> pays du continent sur la liste des économies "diversifiées", après le Mozambique et le Rwanda (catégorie spécifique de pays africains à l'instar de deux autres groupes : "économies du pétrole" et "économies à croissance faible"). Selon ce même rapport, la croissance diversifiée et soutenue pourrait être atteinte à travers une accélération de la productivité et une augmentation de l'investissement privé. Pour ce faire, il est nécessaire d'améliorer le cadre des affaires et les infrastructures, favoriser l'innovation et créer et renforcer les capacités institutionnelles. Les efforts confirmés de São Tomé e Príncipe justifient ainsi ce classement.

L'activité économique de São Tomé e Príncipe est restée assez forte en 2007, à la faveur d'investissements étrangers, dans les secteurs du tourisme, de la construction et des services connexes.

Le PIB réel devrait croître de 6 pour cent, soit une croissance légèrement inférieure à celle de 2006.

Le seul secteur d'exportation, le cacao, a fortement diminué au cours des trois dernières décennies. Le tourisme est relativement faible et apporte peu de recettes nettes en devises, car il repose en grande partie sur les marchandises importées.

Les différents forages exploratoires n'ont pas permis à ce stade de confirmer l'existence de gisements de pétrole commercialement exploitables.

L'inflation est tombée à 14 pour cent (base annuelle juin 2007). Cette situation reflète les efforts des autorités pour réduire le déséquilibre fiscal dans le budget 2007 et freiner la croissance de la liquidité. Mais en septembre 2007, le gouvernement a été contraint d'augmenter les prix des produits pétroliers de 14 et 25% (respectivement pour le diesel et l'essence) et ceux de l'eau et de l'électricité de 40 et 60% (en raison des hausses mondiales du pétrole) entraînant ainsi des

hausse des prix intérieurs. L'objectif en termes d'inflation reste fixé à 15% pour la fin de l'année.

Dans le cadre des négociations régionales d'un Accord de Partenariat Economique, São Tomé e Príncipe estime que l'ouverture du marché santoméen induite par la signature d'un APE serait "un choc fort" et que le pays n'est pas préparé pour résister à l'ouverture complète du marché.

São Tomé e Príncipe a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE renforcée en mars 2007. En septembre 2007, des créanciers représentant plus de 80 pour cent de la dette extérieure du pays, ont accepté l'allègement PPTE. Les deux plus importants créditeurs bilatéraux de São Tomé e Príncipe, l'Angola et le Portugal ont donné leur accord pour une réduction de dettes de respectivement 22 millions US \$ et 10 millions US\$. En novembre 2007, São Tomé e Príncipe a signé un accord dit de "seuil" avec la Millennium Challenge Corporation des Etats-Unis. Portant sur deux ans et 8,66 millions US\$, cet accord vise à aider São Tomé e Príncipe à améliorer ses résultats afin d'atteindre les critères fixés par la MCC en matière de politique fiscale pour bénéficier des avantages conférés par un programme d'assistance de la MCC. Il convient toutefois de noter que ces allègements de dette ne correspondent pas à des ressources additionnelles substantielles pour le budget de l'Etat puisqu'il s'agit principalement de régularisations comptables : le service de la dette ayant été en grande partie suspendu depuis plusieurs années.

Les politiques économiques pour 2008 visent la consolidation des acquis macroéconomiques et la promotion du secteur privé.

Les autorités ont l'intention d'accélérer la réforme de la gestion des finances publiques. Elles ont préparé un budget 2008 compatible avec le programme appuyé par la FRPC. Le gouvernement va adopter une stratégie pour le secteur pétrolier et les lois pertinentes compatibles avec les ORML et les orientations de l'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI).

Il faut signaler ici que la Commission va financer à partir de mai 2008 un assistant technique au Ministère des Finances, afin d'appuyer la réforme des finances publiques, en coordination avec les institutions de Bretton Woods.

Les autorités font face à deux défis majeurs pour 2008 et au-delà: (a) le maintien de la viabilité budgétaire face à l'incertitude des perspectives du pétrole, et (b) le développement du pays par la production et l'exportation de produits de base pour réduire la pauvreté et la dépendance à l'aide extérieure.

Les prix des produits alimentaires locaux ont augmenté de 52% en moyenne selon les données fournies par l'Institut national de statistiques (INE) qui retracent le circuit commercial des produits depuis leur origine d'achat ou leur lieu de production jusqu'aux marchés, notamment 44% pour la banane plantain, 23% pour le taro, 23% pour la patate douce et 42% pour l'huile végétale.

Durant la période, avril 2007 à mars 2008, le riz, denrée la plus importée et la plus consommée par la population a fait un bond de 68% et plus grave la farine de blé de 86%.

Entre octobre 2007 et avril 2008, les autres produits importés ont augmenté de 40% en moyenne, la farine de blé de 49%, l'huile végétale de 44%, haricot rouge de 34%, le sel de 42% et la farine de maïs de 26%.

Les besoins annuels représentent environ 20 000 tonnes de denrées alimentaires. Cette masse valorisée en janvier 2008 était de 19,4 millions de US\$, 5 mois plus tard, elle est de 26,6 millions de US\$, soit une augmentation de 40%.

Les données sur le stock des produits alimentaires locaux ne sont pas disponibles, faute de statistiques agricoles.

### 1.3 Mise à jour de la situation de pauvreté et de la situation sociale

São Tomé e Príncipe fait partie des pays les moins avancés, son indice de développement humain est de 0,654, ce qui le classe, selon le rapport sur le développement humain de 2007 à la 123<sup>ème</sup> position pour 177 pays.

Le taux de croissance démographique annuelle est de 2.1% pour la période 1975-2004 et est estimé à 1.6% pour la période 2004-2015. 58% de la population est urbaine en 2005 et la proportion de jeunes de moins de 15 ans est de 41.6%.

São Tomé e Príncipe est classé en 39<sup>ème</sup> position pour l'indicateur de pauvreté.

La situation sanitaire reste caractérisée par l'insuffisance de ressources humaines spécialisées et de moyens matériels, malgré une amélioration sensible sur le long terme de l'espérance de vie qui est passée de 59,4 ans en 1970 à 64,3 ans en 2005. Ainsi :

- on dénombre 49 médecins pour 100.000 habitants;
- la mortalité maternelle est en forte diminution mais atteint 100 /100 000 pour la période 1990/2005 ;
- la mortalité infantile et infanto juvénile atteint les taux de 75 pour mille naissances vivantes et 118 pour mille naissances vivantes en 2005 ;
- la prévalence des maladies infectieuses et parasitaires, en particulier le paludisme qui représente environ 40% du taux d'occupation des lits d'hôpitaux, l'incidence de la tuberculose avec un taux en diminution à 258 /100 000 en 2005, alors que la prévalence du SIDA reste faible (1% en 2001) mais avec un risque d'explosion qu'il ne faut pas sous-estimer;
- les infrastructures sanitaires vétustes sont peu équipées en matériel, manquent de médicaments et de personnel de qualité.

La majorité des Santoméens connaît des conditions d'habitat précaires, sans commodités de base. Le taux de population n'utilisant pas une source d'eau améliorée (protégée) est de 21%. Seulement 25% de la population est reliée à un système d'assainissement/égout ou fosse septique. Il n'existe pas de mécanisme fonctionnel de collecte des déchets solides, et l'accès à l'électricité pour les ménages est limité aux principaux centres urbains, avec des coupures fréquentes.

Le taux de la population sous alimentée est de 10% sur la période 2002-2004.

Le taux d'alphabétisation des adultes est de 84.9% tandis qu'il monte à 95.4% pour les jeunes.

Pour faire face à cet état de fait, les autorités mettent en œuvre depuis 2003 une Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Pour améliorer les statistiques disponibles dans le domaine social et économique le gouvernement a également adopté en 2003 une stratégie nationale de développement de la Statistique (<http://www.paris21.org/documents/2203.pdf>)

On notera que 9% du budget d'investissement de l'Etat étaient consacrés au secteur de la santé, en 2004.

## 2. EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET EN COURS

Le PIN 10<sup>ème</sup> FED a été signé le 9 décembre 2007 à Lisbonne.

Au titre du 9<sup>ème</sup> FED et en termes de coopération, les résultats sont globalement satisfaisants par rapport aux objectifs.

La coopération est structurée autour d'un domaine de concentration unique : les infrastructures routières.

D'un **point de vue financier**, L'exécution financière 2007 est satisfaisante, à l'exception des paiements (et dans une moindre mesure des engagements individuels). Les engagements globaux ont atteint 113 % de la cible 2007, alors que les engagements individuels ont atteint 79% de la cible, et les paiements 66%.

Les engagements secondaires et paiements dépendaient de l'engagement des deux projets « Appui au secteur routier II » et « Lutte contre le Choléra ». Les engagements du projet d'appui au secteur routier II glissent en 2008.

- *Engagements globaux* : quatre engagements ont été faits en fin d'année 2007 (les CF ont été signées par la partie nationale début février 2008) pour un montant global de 6,48 millions € (Appui au secteur routier / Lutte contre le choléra / FCT 2 / Water Facility).
- *Engagements individuels* : 2.673.268 €, soit 79% des objectifs initiaux.
- *Paiements* : 66% des objectifs initiaux, soit 2.545.117 €, au niveau national. Les paiements régionaux s'établissent à 369.541 € (clôture du programme PALOP Statistiques 1).
- *Réduction du vieux RAL* : Le vieux RAL concernant les 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> FED n'existe plus. Aucun contrat n'a pu être conclu dans le cadre des nouvelles Conventions signées début 2008.

## 2.1. Secteur de concentration

### 2.1.1. Infrastructures – secteur routier

Une stratégie sectorielle pour le sous-secteur transport routier a été élaborée et finalisée avec l'appui de la CE au travers du PIN 9<sup>ème</sup> FED, pour répondre aux besoins de transport des personnes et des marchandises dans des conditions de service, de sécurité et de prix raisonnables, ainsi que pour favoriser l'activité économique.

Cette stratégie s'est matérialisée par l'adoption en conseil des Ministres, en juin 2006, de la déclaration de politique sectorielle des transports dans le sous-secteur routier. Cette déclaration de politique est axée sur (i) la rationalisation des investissements routiers, (ii) la protection du patrimoine existant (avec un accent fort sur l'entretien avant les grands travaux) et (iii) le renforcement des capacités des acteurs dans le sous-secteur et la participation de la société civile. Les autorités de São Tomé e Príncipe ont compris l'importance du développement du réseau routier comme outil d'aménagement du territoire et cet aspect a été intégré.

Depuis 2004, une bonne partie des actions, intégrées dans cette stratégie a été mise en œuvre avec l'appui de l'UE à travers du projet 9 ACP STP 002 : (i) la restructuration du secteur routier dans son ensemble avec un accent particulier sur la restructuration de l'appareil étatique chargé de son suivi (Office des routes, Serviço Nacional de Estradas – SENA), (ii) la réhabilitation de quelques tronçons et, surtout, (iii) la mise en place d'un système d'entretien des tronçons récemment réhabilités.

Le projet 9 ACP STP 002 prévoyait une prise en charge progressive par l'Etat du financement de l'entretien après la phase de démarrage, mais les obligations financières de l'Etat (versement du produit de la taxe sur les véhicules, dotations budgétaires prévues) n'ont pas été honorées. La viabilité financière est de toute évidence une question majeure. La contribution du FED devrait

progressivement laisser place à un financement de l'Etat. Cette perspective est menacée par le recouvrement très insuffisant des ressources nationales du Fonds Routier.

Pendant l'année 2007, plusieurs activités de sensibilisation ont été organisées par la Délégation afin de favoriser le dialogue entre les acteurs institutionnels (Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics, INAE et FRN) et les accompagner dans la mise en place d'une approche sectorielle.

La signature de la CF « Appui au secteur routier II » 9 ACP STP 005 pour un montant de 2.846.900 € a confirmé la volonté de l'UE de continuer l'appui au secteur routier, malgré ces difficultés de financement constatées au courant de l'année 2007, en prévoyant la possibilité de continuer le financement des GIME en attendant la prise en charge par l'Etat et en indiquant les priorités à respecter dans les travaux de réhabilitation (Principe).

Le Cabinet de l'Ordonnateur national a joué un rôle majeur par l'appui qu'il apporte à l'ON dans le suivi et la mise en œuvre de la coopération communautaire.

#### *a) Résultats*

En ce qui concerne le projet de réhabilitation des pistes rurales financé sur 8<sup>ème</sup> FED, en cofinancement avec l'AFD, l'intervention a été terminée en novembre 2006, en raison des difficultés liées à la sélection de l'entreprise de travaux, puis à la mobilisation de ses moyens sur les chantiers, et enfin, à la réalisation des travaux sur certains itinéraires. La réception définitive de l'ensemble des travaux a eu lieu en 2007.

La mise en œuvre du programme d'appui au secteur routier financé sur 9<sup>ème</sup> FED a été rendue effective depuis l'approbation de deux décrets pour la constitution de l'institut national des routes (en substitution de l'ancien SENAÉ) et du Fonds routier national de 2<sup>ème</sup> génération. Enfin, la cellule technique de la CGC, chargée du lancement et du suivi des activités, est en place et des résultats importants ont été atteints.

Durant l'année 2007, i) trois contrats de réhabilitation ont été mis en œuvre, ii) un contrat de construction de route en pavés a été mise en œuvre, iii) un contrat pour la fourniture de 2000 gabions a été finalisé, iv) deux devis programmes pour le financement des GIME et de l'INAE ont été mis en œuvre v) deux études ont été lancées (finalisation de l'étude pour préparer les travaux dans le cadre de la lutte contre le choléra, et création d'une base de données routières) vi) neuf engagements individuels ont été clôturés.

Sur l'ensemble du territoire, 32 groupements « GIME » fournissent du travail et un revenu complémentaire à 1.700 personnes, ce qui a directement permis d'améliorer le niveau de vie de 8% de la population rurale. La visibilité du programme est importante, tous les utilisateurs du réseau routier le connaissent et l'apprécient hautement.

Le projet a fait l'objet d'une **évaluation à mi-parcours**, qui a confirmé les bons résultats déjà obtenus, particulièrement en matière de mobilisation communautaire pour l'entretien routier, mais en émettant des réserves sur la possibilité de passer d'une approche « projet » à une approche « appui budgétaire » dans l'état actuel du fonctionnement des finances publiques.

Les résultats positifs obtenus ont amené AIDCO à retenir le projet comme une « **success story** », dont un film devrait être réalisé d'ici le premier semestre de l'année 2008.

Il convient de noter que l'objectif assigné au système d'entretien dans la convention de financement visait les seuls tronçons réhabilités. En fait, les GIME ont fait beaucoup mieux, puisque la totalité du réseau routier identifié fait l'objet d'un entretien courant. Le réseau routier qui avait été estimé, lors de l'élaboration du projet, à 900 km, a été réévalué : près de 1100 km font actuellement l'objet de contrats d'entretien avec les GIME.

*b) Progrès réalisés dans les activités*

**8 ACP STP 004 – Réhabilitation de pistes rurales (en cofinancement avec l'AfD) — 3 140 000 € (partie FED) + 2 400 000 € (partie AfD)**

Le projet est achevé

**9 ACP STP 001 – Facilité technique de coopération (FCT) — 1 450 000 €**

Dans le cadre de cette convention de financement signée le 26 avril 2004 (échéance le 13 avril 2007), les actions relatives au secteur de concentration sont les suivantes :

9 ACP STP 001.4 – Arbitrage avec l'entreprise MSF

Le projet reste en attente de clôture, en raison du contentieux avec l'entreprise MSF, dans le cadre du projet 8 ACP STP 001.2. Le tribunal arbitral a statué par deux fois : un premier arrêt final en juillet 2006 et, suite à la réclamation de MSF, un autre arrêt final en octobre 2006. Le gouvernement considère que l'arrêt du tribunal est illégitime vu l'absence de recours à l'expertise en raison de la complexité des travaux et des procédures du contrat FED.

9 ACP STP 001.6 – Alisei -Zatona Adil

Le contrat avec l'association Zatona Adil (associée à Alisei) présente des difficultés de paiements (suspension à cause des problèmes liés à l'association Alisei). Cette suspension met en difficulté l'association Zatona-Adil, qui a réalisé un bon travail. Dossier urgent.

9 ACP STP 001.14 et 17 – Hydratec

Contrat d'étude pour la stabilité des routes côtières et avenant, terminés et clôturés.

9 ACP STP 001.16 – Hydroplan

Contrat d'étude des ponts Caué et Contador exécuté et clôturé en 2008.

9 ACP STP 001.18 – Base de donnée routière

Projet de réalisation d'une base de donnée routière démarré en 2007 et en phase de finalisation.

9 ACP STP 001.19 – Evaluation mi-parcours

Projet terminé en novembre 2007 et en phase de clôture.

**9 ACP STP 002 - Appui au secteur routier national (ASRN) - 7 950 000 €**

Cette Convention de Financement a été approuvée le 21 octobre 2004 et signée le 4 novembre 2004. Sa date N+3 est arrivée à échéance le 20 octobre 2007.

9 ACP STP 002.7 – Partie en régie du DP 1/GCG

Partie en régie administrative du DP 1/CGC/FED concernant le fonctionnement de la CGC et les interventions d'entretien sur le réseau routier national exécutées par les

GIMES et par d'autres intervenants. Ce devis-programme a eu une durée de 15 mois, jusqu'à fin septembre 2006 et sera suivi par deux autres DP.

9 ACP STP 002.12 – Coordinateur de la CGC – Contrat AT

Action terminée au 31 décembre 2006, clôture effectuée.

9 ACP STP 002.13 – DP surveillance travaux

DP d'une durée de 12 mois à compter du 15/02/2006 pour le fonctionnement de la surveillance et de la gestion des travaux d'entretien et de réhabilitation exécutés par les GIME. En cours de clôture.

9 ACP STP 002.14 – DP surveillance entretien courant

DP d'une durée de 12 mois à compter du 15/02/2006 pour le fonctionnement de la surveillance et de la gestion des travaux d'entretien et de réhabilitation exécutés par les GIME; Clôture effectuée.

9 ACP STP 002.15 – Contrat surveillance et entretien courant GIME : Golfo, Lda

Contrat de services avec le Cabinet Golfo pour la surveillance des travaux (Engagement spécifique à l'intérieur des engagements 9 ACP 002 13 et 14), en cours de clôture.

9 ACP STP 002.16 – Contrat réhabilitation de routes : Constromé-Construtora Paulista

Contrat de travaux ayant connu des difficultés d'exécution en raison de certaines défaillances techniques et organisationnelles de l'entreprise. Une solution a été trouvée avec l'accord de l'ON au courant de l'année 2007.

9 ACP STP 002.17 – Contrat surveillance réhabilitation routes: EE Engenharia, Lda

Contrat de services avec le cabinet Engenharia chargé de la surveillance et du contrôle des travaux sus cités.

9 ACP STP 002.18-24 – Fourniture gabions – JCP SRL

Premier contrat de fournitures exécuté, un deuxième engagement spécifique 24 a été signé en 2007.

9 ACP STP 002.19 – AT Zatona Adil

Gestion du dispositif d'encadrement des GIME inséré dans la CPG et en conséquence à l'INAE.

9 ACP STP 002.20-28 – Partie en régie du DP 2/GCG

Ce DP assure la continuité du 9 ACP STP 002.07 et couvre la période de septembre 2006 à septembre 2007. L'engagement 28 (DP3) ouvert le 20 septembre 2007 assure le financement des activités pour 15 mois supplémentaires.

9 ACP STP 002.21 – Fourniture moto – Recauto

Contrat de fournitures exécuté, clôture effectuée en 2007.

9 ACP STP 002.22 – AT INAE – Contrat Tr-Engineering

Contrat d'assistance technique CGC en cours d'exécution.

9 ACP STP 002.23-25-26-27

Contrats de réhabilitation signés en 2007.

**9 ACP STP 003 – Lutte contre le choléra - 2 000 000 €**

9 ACP STP 003.01 – Finalisation étude système d'adduction d'eau

Contrat ouvert le 31 janvier 2008 pour finaliser l'étude 9 ACP STP 001.15 (ILF).

**9 ACP STP 004 – Facilité de coopération technique II - 600 000 €**

Ouvert le 6 juin 2007, aucun engagement spécifique effectué à ce stade pour la composante.

**9 ACP STP 005 – Appui au secteur routier II - 2 846 900 €**

Ouvert le 12 octobre 2007, aucun engagement spécifique effectué à aujourd'hui.

**9 ACP RPR 212 – Stratégie, coordination et programmation du secteur eau et assainissement - 1 032 898 €**

Engagé le 17 décembre 2007 sur les fonds de la « water facility », le projet a une durée de 24 mois. Il s'agit d'un appui à la planification, la coordination et la programmation du secteur de l'eau et de l'assainissement à São Tomé e Príncipe avec une contribution communautaire de l'ordre de 1,1 million €. Les contrats de subvention sont en cours de finalisation avec les trois acteurs : Zatona Adil, União de Cidades Capitais de língua Portuguesa (UCCLA), CESO Consultores Internacionais. La contrepartie de Sao Tomé s'élève à 25% du total (1.377.559,16 €).

***c) Intégration transversale***

Les interventions d'amélioration du réseau routier ont un impact indirect très positif sur les communautés rurales où les **femmes et les enfants** sont ceux qui souffrent de façon plus significative des effets de la pauvreté et de l'enclavement. Pour ce qui est de l'intervention communautaire, une sensibilisation particulière est menée afin d'éviter l'utilisation des enfants dans les travaux d'entretien routier. Pour ce qui concerne les femmes, une attention particulière est donnée à leur intégration dans les GIME (40% des effectifs), surtout pour les femmes chefs de famille de façon qu'elles puissent bénéficier des recettes supplémentaires octroyées par le programme.

En ce qui concerne le **VIH/SIDA**, après une formation et une sensibilisation spécifiques menées dans le cadre du projet de réhabilitation des pistes rurales, aucune action particulière n'est prévue, du fait que d'autres projets sont en cours d'exécution sur le territoire national.

Les interventions d'entretien du réseau routier ont, dans un premier temps, un effet positif sur l'**environnement**, en contribuant de façon significative à maîtriser l'écoulement des eaux des pluies et la croissance jusque là incontrôlée de la forêt. Néanmoins, les nouvelles opportunités économiques créées par le désenclavement de certaines communautés et l'augmentation du trafic dans de nombreuses zones à haute productivité doivent être suivies avec beaucoup d'attention afin d'éviter des sollicitations anarchiques sur l'équilibre hydrologique des bassins versants.

***2.1.2. Appui budgétaire***

Dans la perspective d'un appui budgétaire sectoriel, envisagé dans le cadre du PIN 10<sup>ème</sup> FED, la DCE a initié fin 2007, un processus de suivi des finances publiques avec les principaux responsables (Finances, Plan, Douanes etc.). Un assistant technique sera d'ailleurs positionné sur financement de la FCT 9<sup>e</sup> FED auprès du Ministère des Finances, et pourra contribuer à la réflexion, dans la perspective d'une décision sur un possible appui budgétaire sectoriel d'ici fin 2008.

**2.2. Appui macro-économique**

Aucun appui macro-économique n'a été prévu au titre du 9<sup>ème</sup> FED, ni du 10<sup>e</sup> FED. En revanche, un appui budgétaire sectoriel a été envisagé (cf. supra).

A l'occasion de leur mission en octobre 2007, les experts du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de la cinquième revue de suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté,

ont constaté les progrès réalisés par le Gouvernement dans de nombreux domaines, mais ont insisté sur la nécessité de poursuivre les réformes fiscales et de maintenir une politique monétaire proactive afin de maintenir la pression sur les prix intérieurs. Le pays ayant atteint le point d'achèvement PPTE, une partie de sa dette publique a été annulée.

Il faut signaler également que la Banque mondiale prévoit pour l'année 2008 un appui budgétaire d'un montant de 6 millions de dollars US.

### **2.3. Projets et programmes hors concentration**

#### *Appui à l'Ordonnateur National du FED*

##### **9 ACP STP 001 – Facilité de coopération technique I – 1 450 000 €**

L'action vise à renforcer la mise en œuvre des opérations financées par le FED et à optimiser le rôle de l'ON du FED en tant que maître d'ouvrage des projets et des programmes.

##### 9 ACP STP 001.8 – Devis-programme DP 2005-2006/GON/FED

Projet terminé depuis août 2006 (cf. 9 ACP STP 001.13 pour période suivante). Audit comptable à effectuer.

##### 9 ACP STP 001.9 – Assistance technique au cabinet de l'ON du FED

Contrat d'assistance technique avec un expert national M. Trigueiros jusqu'à fin août 2008. Un avenant est envisagé dans le cadre de la FCT 2 – 9 ACP STP 004.

##### 9 ACP STP 001.13 – Devis-programme DP 2006-2007/GON/FED

Devis-programme pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2006 au 28 février 2007 dans le cadre des appuis à l'Ordonnateur National du FED. Audit comptable à effectuer.

##### 9 ACP STP 001.17 – Devis-programme DP 2007-2008/GON/FED

Devis-programme pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2007 au 29 février 2008 dans le cadre des appuis à l'Ordonnateur National du FED. Un avenant a été signé pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2008 au 30 juin 2008.

#### *Autres appuis et études diverses*

##### **9 ACP STP 001 – Facilité de coopération technique I – 1 450 000 €**

Les études suivantes ont été réalisées :

##### 9 ACP STP 001.11 – Lutte contre le cholera

Contrat de services (contrat-cadre) pour l'étude de faisabilité "lutte contre les causes du choléra à São Tomé e Príncipe", clôturé le 28 février 2007

##### 9 ACP STP 001.12 – Etude programmation 10<sup>e</sup> FED

Contrat de services pour la préparation de la programmation du 10<sup>ème</sup> FED, clôturé le 14.02.2008.

##### 9 ACP STP 001.15 – ILF

Contrat d'étude du réseau d'adduction d'eau de Vaz sum Pinho, dans le cadre de la lutte contre le choléra; clôture effectué en 2008 avec application des pénalités pour non-conformité des prestations aux Termes de référence. Un contrat de service supplémentaire a été préparé (signé le 31 janvier 2008) pour permettre la finalisation de l'étude (financé par 9 ACP STP 3).

##### **9 ACP STP 004 – Facilité de coopération technique II - 600 000 €**

##### 9 ACP STP 004.1 – Assistance Technique auprès du Ministère des Finances et du Plan

Une procédure d'appel d'offres a été lancée en septembre 2007 pour s'attacher les services d'un assistant technique pour dix mois de prestations. Le budget engagé est de 210.000 €. La mise en place devrait avoir lieu début mai 2008.

***Dans le cadre du projet tous ACP 8 ACP TPS 137 « Amélioration des conditions sanitaires des produits de la pêche »***, une étude d'identification des besoins a été réalisée en mai 2007. STP pourrait éventuellement bénéficier d'une phase d'application de ces recommandations en 2008.

## **2.4. Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques (ANE)**

São Tomé e Príncipe abrite un nombre important d'ONG, associations (religieuses, corporatives, de proximité...), groupements, syndicats etc., qui constituent «la société civile». La majorité de ces organisations sont à caractère non professionnel et elles ne fonctionnent que pour la recherche de financements, qu'elles n'obtiennent que très rarement.

Néanmoins, environ 80 des plus actives et des plus fonctionnelles de ces organisations se sont rassemblées depuis quelques années dans une Fédération nationale des ONG (FONG) qui, après un démarrage difficile, avec l'appui de divers partenaires (Japon, France, PNUD, BM, etc.), semble avoir trouvé son chemin. D'autres associations restent autonomes et indépendantes et fonctionnent par intermittence.

D'une façon générale, la société civile santoméenne est encore à un stade embryonnaire et son poids «politique» est faible, de même que sa capacité d'absorption de l'aide.

La Commission européenne, avec le programme d'appui au secteur routier, a contribué à promouvoir la constitution de 32 groupements d'intérêt pour l'entretien routier (acronyme GIME), qui regroupent plusieurs associations de catégories différentes, réparties sur l'ensemble du territoire national, et qui bénéficient d'un important appui, initié sous 8<sup>e</sup> FED. L'accompagnement des GIME s'est poursuivi avec les ressources du 9<sup>ème</sup> FED, et ils sont devenus **la pièce maîtresse de l'intervention de la Commission européenne dans le secteur de l'entretien routier.**

### ***Secteur privé***

Le manque d'industrie et d'un véritable artisanat limite pratiquement le secteur privé qui ne soit pas déjà associé et donc partie de la «société civile», aux commerçants.

Il existe quelques entreprises privées ou paraétatiques importantes en dehors du secteur commercial (Rosema, CIEM, EMAE, ENASA, Enaport, etc.) et quelques moyennes entreprises (parmi lesquelles certaines sociétés de construction), qui fonctionnent de façon indépendante, malgré l'existence d'une chambre de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture qui devrait les coordonner.

## **2.5. Utilisation de l'enveloppe B**

L'enveloppe B d'un montant initial de 3,5 millions d'euros a été mobilisée à hauteur de :

- 200.000 € dans le cadre de la facilité africaine de maintien de la paix
- 2 millions € dans le cadre d'un programme de lutte contre le choléra dont la Convention de Financement a été signée mi-juin 2008 (mais les fonds engagés fin 2007).
- 930.000 € transférés de l'enveloppe B à l'enveloppe A, afin de renforcer le financement de nouvelles interventions dans le secteur routier national – 9 ACP STP 003.
- 370.000 € transférés à la réserve à long terme (Revue de fin de parcours).

## 2.6. Autres instruments

### 2.6.1. Banque européenne d'investissement (BEI)

Concernant São Tomé e Príncipe, il n'y a pas eu de nouvelles opérations ou interventions en 2007.

Une mission de la BEI a eu lieu le mois de décembre 2007, afin de vérifier la possibilité de financer un projet d'adduction d'eau à São Tomé. Les conclusions de la mission font état des difficultés financières importantes de l'EMAE.

*Pour 2008-2009, la BEI a l'intention d'intervenir prioritairement dans le secteur des infrastructures.*

### 2.6.2. Stabex/FLEX

Toutes les ressources Stabex attribuées à São Tomé e Príncipe ont été épuisées. São Tomé e Príncipe n'a pas été éligible pour une intervention du FLEX (enveloppe B), en absence de requête.

### 2.6.3. Accord de pêche

La coopération entre la CE et São Tomé e Príncipe dans ce domaine remonte à la signature d'un premier Accord de Pêche en 1984.

L'accord de partenariat de pêche (APP) couvre une période de 4 ans, du 1<sup>er</sup> juin 2006 au 31 mai 2010. Il autorise des possibilités de pêche pour 43 navires communautaires avec une compensation financière totale de 2.652.000 € (contribution communautaire, paiements des armateurs non inclus) dont 50 % du montant alloués à la promotion d'une pêche responsable et à l'exploitation durable des ressources halieutiques.

La mise en œuvre de cet accord comporte également des éléments politiques importants : le dialogue politique permanent portant sur la politique sectorielle des pêches définie par le gouvernement santoméen et l'identification des axes de coopération permettant le renforcement de la coopération scientifique, la mise en œuvre d'une coopération régionale forte (développement et dynamisation de la coopération au sein du Comité régional des pêches du Golfe de Guinée – COREP) et le renforcement du contrôle et de la surveillance.

Dans ce cadre, une première Commission mixte a eu lieu en février 2007. La matrice des résultats de la politique sectorielle du secteur y a été validée et sera la base du suivi des discussions entre la CE et STP.

Conformément à la sollicitation du gouvernement lors de la Commission mixte, pour un appui technique à l'élaboration de la lettre de politique sectoriel des pêches, une première mission d'identification des besoins en assistance technique a été réalisée en août 2007. La deuxième mission d'appui a été lancée pendant le mois de mai 2008

Par ailleurs, suite à la demande de la part de certains Etats membres de pouvoir élargir les possibilités de pêche à des espèces non couvertes par le protocole, une étude d'évaluation de l'impact d'un tel élargissement de l'activité de pêche dans les eaux gabonaises et santoméennes est en préparation. La possibilité de lancer une campagne de pêche expérimentale pour les crustacés, en application de l'article 5 du protocole, est également à l'étude.

### 2.6.4. Coopération régionale

#### a) ECOFAC

La quatrième phase du projet régional ECOFAC (Conservation et utilisation rationnelle des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale) a pu démarrer en septembre 2007 à São Tomé avec l'arrivée de l'assistant technique chef de composante (CdC) après deux années d'interruption des activités de la composante entre la 3<sup>ème</sup> et la 4<sup>ème</sup> phase du projet.

La composante São Tomé e Príncipe dispose d'un budget indicatif de 926.000 € au titre de programme, y inclus l'assistance technique et les coûts d'audit.

Le CdC travaille en équipe avec l'équipe de la Direction Générale de l'Environnement, à savoir le DGE nommé « Directeur national ECOFAC » et le Directeur de la Conservation de la nature nommé « homologue ».

Un premier DP de démarrage a été préparé et engagé fin juin 2007. La dotation initiale n'a pu être versée qu'en décembre compte tenu des délais d'obtention de la garantie financière par le consortium en charge de l'assistance technique. Ceci a rendu nécessaire l'approbation d'un avenant de prolongation du DP de démarrage du 31/12/07 au 31/03/08.

Un atelier de démarrage suivi de l'organisation du premier Comité Technique National de Suivi devra être organisé début 2008 pour une large consultation de l'ensemble des parties prenantes de la gestion des aires protégées et des ressources naturelles de l'archipel. Il est attendu l'élaboration du cadre logique de la composante, d'un programme d'activités, et d'une proposition de DP de croisière pour la période du 01/04/08 au 31/03/09. Ce DP devra être soumis pour approbation au Comité Technique Régional de Suivi d'ECOFAC qui se tiendra à Libreville fin février 2008.

Il est attendu de la composante qu'elle construise sur les acquis des 3 phases précédentes.

ECOFAC 4 sera ainsi l'occasion de définir un véritable zonage et un plan d'aménagement écologique du territoire de l'île, de définir les vocations des différentes zones : conservation, tourisme, agriculture, etc. La définition d'un tel plan devra se faire en complémentarité avec le DSP/PIN 10<sup>ème</sup> FED. En outre, l'appui à la gestion / mise en valeur des Parcs nationaux Ôbo de São Tomé e Príncipe se poursuivront en partenariat avec les ONG locales (Monte Pico et Marapa).

#### ***b) PALOP***

***Au titre du 9<sup>ème</sup> FED*** dans le cadre du PIR PALOP, São Tomé e Príncipe est le chef de file et OR des programmes d'appui au développement aux systèmes statistiques des PALOP.

Un premier projet d'un montant de 2,3 Meuros a été conduit entre septembre 2002 et septembre 2007, avec des résultats relativement satisfaisants en ce qui concerne le renforcement des capacités techniques et la production et diffusion des statistiques.

Durant les neuf premiers mois de l'année 2007, les activités du projet ont été prises en charge sur le Devis-programme 5. Les opérations de clôture sont en cours et les biens réservés auprès de l'ON pour transfert au nouveau projet.

Une nouvelle phase a fait l'objet d'une étude de faisabilité, et son coût a été estimé à 2 M euros pour une période de 3 ans, à compter de la signature de la Convention de Financement (février 2008). Le projet devrait pouvoir commencer durant le deuxième trimestre 2008, après le recrutement de l'assistance technique nationale de l'Unité de Gestion de Projet, située à São Tomé. La nouvelle phase dispose d'un mode opératoire volontairement décentralisé, reposant sur la dynamique et le savoir-faire des différents

Instituts Nationaux de Statistiques, chacun responsable d'une partie des activités du programme. Le nouveau projet est orienté vers la production effective et la mise en réseau des informations statistiques. L'UTGP se concentrera sur la coordination du projet, le respect des procédures, le suivi des objectifs et l'ingénierie financière pour assurer la pérennisation du dispositif au-delà des financements en cours.

En ce qui concerne les autres projets programmés dans le cadre du PALOP II et dont São Tomé e Príncipe est bénéficiaire, deux d'entre eux sont en cours d'exécution :

- le développement des systèmes judiciaires – Chef de file et OR: Angola;
- l'administration publique – chef de file et OR: Cap Vert.

São Tomé e Príncipe souhaite être un partenaire et bénéficiaire actif des prochains programmes régionaux PALOP "Culture" et PALOP "Emploi et Formation".

*Au titre du 10<sup>ème</sup> FED*, la CE et les PALOP, associés au Timor Leste ont signé à Lisbonne le 7 novembre 2007, suite aux réunions techniques de Bruxelles (octobre 2007), un Mémorandum définissant les nouvelles modalités de coopération.

#### *c) APE – Accords de partenariat économique*

Le Secrétariat Exécutif de la CEMAC, en collaboration avec le Secrétariat Général de la CEEAC, ont reçu un mandat pour conduire les négociations au nom des Etats membres de la CEMAC auxquels se sont joints São Tomé e Príncipe et la République démocratique du Congo – RDC. Cet ensemble régional est dénommé pour les négociations et par commodité "Afrique Centrale".

Entamé en 2003, ce processus de négociation a été particulièrement soutenu en 2007.

En fin d'année, le Président de la République s'est exprimé sur le sujet, affirmant que l'ouverture du marché santoméen induite par la signature des APE avec l'UE serait un "choc fort" pour São Tomé e Príncipe. Il a estimé que son pays n'était pas préparé pour résister à l'ouverture complète du marché. Il a estimé devoir assurer la relance de la production agricole pour recréer un secteur primaire exportateur et a cité la tentative de diversifier les ressources du tourisme.

São Tomé e Príncipe a pu bénéficier pleinement des appuis disponibles dans le cadre des divers programmes d'appui (PAIRAC, BizClim, TradeCom). Une étude sur les avantages et les inconvénients d'une adhésion à la CEMAC a été conduite, dont les conclusions sont attendues. Suite à la requête émise auprès de BizClim, l'étude sur la fiscalité des îles a pu démarrer début 2008. L'appui sollicité de TradeCom n'a pas encore reçu de suite.

Le gouvernement souhaite et espère la mise en œuvre des aides pour l'APE, notamment dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED, considérant son particularisme actuel de non membre de l'espace économique et monétaire de la CEMAC.

#### *d) Intégration régionale*

Dans le cadre des activités du Programme d'Appui à l'Intégration Régionale en Afrique Centrale – PAIRAC, à la requête de São Tomé e Príncipe et sur recommandation de la Task Force de Préparation Régionale à l'APE, une étude sur les avantages et les inconvénients de l'adhésion de São Tomé e Príncipe à la CEMAC a été réalisée. Les conclusions et recommandations ne sont pas encore disponibles.

#### *e) Appui au commerce*

Le gouvernement de São Tomé e Príncipe a adressé au directeur général de l'OMC une demande officielle d'accession à l'OMC, au titre de l'article XII des statuts de l'Organisation. Les Termes de référence d'une assistance technique visant à la rédaction d'un aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (1<sup>ère</sup> étape de l'adhésion) ont été finalisés et transmis avec une requête à l'UTGP TradeCom, par le Ministère du Commerce (sans suite à ce stade).

#### *f) Prévention des conflits – zone Afrique Centrale*

Les Etats d'Afrique Centrale ont construit progressivement une politique de coopération en matière de sécurité. Dans ce cadre, le Conseil de Paix et de Sécurité Afrique Centrale (COPAX) a été intégré dans les structures de la CEEAC en 1999, concrètement dans son Département de l'intégration humaine, de la paix, de la sécurité et de la stabilité (DIHPPS), qui s'articule entre :

- Le mécanisme d'Alerte Rapide d'Afrique centrale (MARAC),
- La Direction des Actions Politiques, et
- La Force Multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC). Dans le cadre de cette Force, il a été créé l'Etat –major régional et la Brigade régionale en Attente.

Le Programme d'Appui de la CE à la CEEAC en matière de Paix et Sécurité (PAPS), d'un montant de 4 millions € et d'une durée de 3,5 ans, depuis février 2007 met à la disposition de la CEEAC des moyens visant à renforcer ses capacités afin d'accomplir son mandat de paix et de sécurité.

### **3 COHERENCE DES POLITIQUES**

São Tomé e Príncipe est concerné actuellement et directement par deux des douze domaines politiques communautaires, à savoir : le commerce et l'énergie.

Dans le domaine du commerce, deux axes de la politique de l'UE ont posé et vont poser, dans un passé récent et dans un avenir proche, des difficultés à l'économie de São Tomé e Príncipe. Le changement de réglementation communautaire quant à la teneur minimale en cacao permettant l'usage de la dénomination de "chocolat" a eu une influence directe sur le prix international de la matière première et ainsi sur les productions de pays enclavés ou insulaires. La négociation de l'Accord de Partenariat Economique entraîne pour São Tomé e Príncipe des réformes plus importantes et fondamentales que pour les autres pays de la Région Afrique Centrale, sans appui supplémentaire et proportionnel au niveau des réformes induites.

Dans le domaine de l'énergie, São Tomé e Príncipe devrait, d'ici quelques années, être un pays producteur de pétrole. Dans cette hypothèse, l'UE est attentive aux standards de gestion de la ressource (finances publiques, transparence, corruption...).

### **4 STRATEGIE CONJOINTE UE - AFRIQUE**

- *Partenariat Paix et Sécurité*

Au niveau de l'Afrique Centrale, on notera les actions conduites dans le cadre du mécanisme d'alerte rapide d'Afrique Centrale (MARAC) et du soutien à la Force Multinationale de l'Afrique Centrale (FOMAC).

- *Partenariat Gouvernance Démocratique et Droits de l'homme*

São Tomé e Príncipe ne connaît pas de problèmes majeurs sur les thèmes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme. En revanche, une attention particulière est apportée par la CE sur la gouvernance financière et économique. Le Gouvernement et la CE ont convenu d'y apporter des appuis dans le cadre du PIN 10<sup>ème</sup> FED. La question relative à la lutte contre la corruption doit être étudiée dans le cadre de l'accroissement des ressources financières avec la future production pétrolière.

- *Partenariat, Commerce et Intégration régionale*

Les problématiques de croissance économique durable, d'intégration régionale et de commerce sont intégrées dans la stratégie de coopération UE-STP, dans le cadre des négociations de l'Accord de Partenariat Economique avec la Région Afrique Centrale, ainsi que dans la mise en œuvre et l'élaboration de la stratégie de coopération et du PIR régional 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> FED.

- *Partenariat Objectifs du Millénaire pour le développement*

Les Etats Membres présents sur place sont engagés dans les domaines de l'Education et la Santé. Au titre du 9<sup>ème</sup> FED, un projet relatif à la lutte contre le choléra vient d'être signé en février 2008.

- *Partenariat Energie*

La BEI a eu à intervenir dans le secteur de la distribution de l'Energie à São Tomé e Príncipe.

- *Partenariat Changement Climatique*

A ce titre, le partenariat concerne plus la problématique de protection environnementale (programme ECOFAC) qui concerne indirectement le changement climatique.

- *Partenariat Migration, Mobilité et Emploi*

Les flux migratoires et liés à la mobilité sont relativement contrôlés et quantitativement très limités vu la petite taille de la population du pays. Le partenariat sur l'Emploi est pris en compte dans le cadre du nouveau programme "Emploi – Formation" du PALOP.

- *Partenariat Science, Société de l'information et Espace*

Actuellement, aucune initiative particulière n'est individualisée ou mise en œuvre dans le cadre de ce partenariat.

## 5. COORDINATION DES BAILLEURS ET HARMONISATION

La coordination des bailleurs n'a pas trouvé, en 2007, une concrétisation particulière, alors même que les partenaires bilatéraux, Etats Membres de l'UE, tenaient leur commission mixte de coopération, à l'instar de l'Espagne et du Portugal.

L'ampleur des besoins et une relative spécialisation des différents bailleurs ont permis une harmonisation de l'aide. On notera un intérêt renouvelé de différents bailleurs dans le domaine de la gestion des finances publiques, ce qui est un élément positif puisque les appuis y étaient relativement rares et que, dans un contexte limité de ressources humaines spécialisées, ces diverses interventions sont permettent des transferts de savoir-faire.

En novembre, Sao Tomé et Principe a signé un accord dit de "seuil" avec la Société du compte de millénaire (Millenium Challenge Corporation) des Etats-Unis d'Amérique. Portant sur deux ans et d'un montant de 8,66 millions de dollars, cet accord vise à aider Sao Tomé et Principe à améliorer ses résultats afin d'atteindre les critères fixés par la MCC en matière de politique fiscale, pour bénéficier des avantages conférés par un programme d'assistance de la MCC.

## **6. DIALOGUE DANS LE PAYS AVEC L'ON, LES ANE, LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTS NATIONAUX**

Le dialogue avec l'ON se déroule de façon régulière à l'occasion de chaque mission de la délégation, à un rythme à peu près bimensuel.

Le dialogue avec les Acteurs non étatiques ne se déroule pas de façon structurée, mais les ANEs sont étroitement impliqués dans la mise en œuvre du projet d'appui au secteur routier à travers les GIME.

La possibilité d'un dialogue politique a été discutée avec les Etats membres sur place depuis 2004. Des thèmes ont même été sélectionnés pour proposer une feuille de route, et ont été transmis aux représentations des Etats membres sur place. Il est évident qu'une présence permanente sur place de personnels de la délégation aurait facilité le démarrage du dialogue politique depuis 2004.

## 7. CONCLUSIONS - PERSPECTIVES

L'année 2007 a vu se poursuivre la **mise en œuvre des activités du 9<sup>e</sup> FED de façon satisfaisante**. L'évaluation à mi-parcours du projet d'appui au secteur routier national a mis en évidence les résultats positifs atteints, notamment avec les GIME.

**L'exécution financière 2007** a été satisfaisante, à l'exception des paiements (et dans une moindre mesure des engagements individuels). La totalité des fonds restant disponibles du 9<sup>e</sup> FED ont été engagés, avec des engagements globaux qui ont atteint 113 % de la cible 2007, alors que les engagements individuels ont atteint 79% de la cible, et les paiements 66%.

Les engagements individuels et les paiements liés aux deux projets « **Appui au secteur routier II** » et « **Lutte contre le Choléra** » seront effectués en 2008 avec le début de la mise en oeuvre des deux projets. Le projet présenté par São Tomé e Príncipe au titre de la **Water Facility** a été approuvé et engagé le 17 décembre 2007, et verra également le lancement de sa mise en oeuvre en 2008.

**Au niveau régional**, le projet **PALOP** - Statistiques II a été identifié et la Convention de Financement signée le 20 février 2008, pour un montant de 2 millions d'euros, et sera mis en œuvre dès la fin du premier semestre 2008. Le programme **ECOFAC IV** a effectivement démarré durant le 2<sup>ème</sup> semestre 2007, et mettra en œuvre son devis-programme de croisière en 2008.

**Le PIN 10<sup>ème</sup> FED** a été signé. Le secteur de concentration demeure le secteur routier. La possibilité d'un appui budgétaire sectoriel sera étudiée, selon un processus qui a été présenté aux partenaires nationaux. La mise à disposition d'un assistant technique au Ministère des Finances et du Plan complétera ce dispositif d'ici mai 2008. Les fonds de la TCF et de l'appui à l'Ordonnateur national seront engagés dans le plan d'action annuel 2008.

**APE et intégration économique régionale** : les résultats de l'étude pour l'entrée dans la CEMAC seront présentés et discutés durant le 1<sup>er</sup> semestre 2008 ; l'étude sur la réforme fiscale prestée et l'appui à l'adhésion à l'OMC seront réalisés en 2008.

Au vu de la montée en puissance de la coopération, un **renforcement de l'équipe actuelle de l'Ordonnateur national** doit être effectué afin d'assurer un suivi adéquat, dans le contexte où il n'y a pas une présence permanente de la Délégation sur place.

## Liste des abréviations

AC - Afrique Centrale  
 AfD - Agence française de développement  
 ANE - Acteurs non étatiques  
 APE - Accord de partenariat économique  
 AT - Assistance Technique  
 BAD - Groupe de la Banque africaine de Développement  
 BEI - Banque européenne d'investissement  
 BM - Banque Mondiale  
 CdC - Chef de composante  
 CE - Commission européenne  
 CEEAC - Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale  
 CEMAC - Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale  
 CF - Convention de financement  
 CGC - Cellule de gestion et coordination  
 COMIFAC - Commission des Forêts de l'Afrique Centrale  
 COREP - Comité régional des pêches du Golfe de Guinée  
 CPLP - Communauté des pays de langue portugaise  
 DP - Devis-programme  
 DSP - Document de stratégie pays  
 DSRP - Document de stratégie de réduction de la pauvreté  
 EAMR - External assistance management rapport  
 ECOFAC - Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale  
 EITI - Extractive Industry Transparency Initiative  
 EMAE - Entreprise d'Etat pour la distribution de l'eau et de l'électricité  
 FED - Fonds Européen de Développement  
 FIP - Fiche identification pour une approche projet  
 FMI - Fonds Monétaire International  
 FOMAC - Force multinationale de l'Afrique centrale  
 FRN - Fonds routier national  
 FRPC - Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance  
 GIME - Groupement d'intérêt d'entretien routier  
 GON - Cabinet de l'Ordonnateur National  
 IADM - Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale  
 INAE - Institut National des Travaux Publics (Instituto Nacional de Estandas)  
 INE - Institut national de statistiques  
 MARAC - Mécanisme d'alerte rapide d'Afrique centrale  
 MCC - Millenium Challenge Corporation  
 MSF - Médecin sans frontière  
 ODM - Objectifs de développement du millénaire  
 OMC - Organisation mondiale du commerce  
 ON - Ordonnateur National  
 ONG - Organisation non gouvernementale  
 OR - Ordonnateur Régional  
 PAIRAC - Programme d'Appui à l'Intégration Régionale en Afrique Centrale  
 PALOP - Pays africains de langue officielle portugaise  
 PAPS - Programme d'appui en matière de Paix et Sécurité  
 PF - Proposition de financement  
 PIN - Programme Indicatif National  
 PIR - Programme Indicatif Régional  
 PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement  
 PPTE - Pays pauvres très endettés  
 RAC - Rapport annuel conjoint  
 RAL - Reste à liquider  
 RDC - République démocratique du Congo  
 SENAE - Serviço Nacional de Estradas  
 SNRP - Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté  
 STP - Sao Tome e Principe  
 TCF ou FCT - Facilité de Coopération Technique  
 UTGP - Unidade Técnica de Gestão do Projecto

## INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS

### Tableau des principaux indicateurs macroéconomiques 2006 – 2010

(source rapport pays FMI 07/2007)

	2005	2006 Estimation	2007 Rev. Prog	2008 Proj.	2009 proj.	2010 proj.
(annual percentage changes, unless otherwise specified)						
<b>National income and prices</b>						
GDP at constant prices	5.4	7.0	6.0	6.0	6.0	6.5
Consumer prices						
end of period	17.2	24.6	13.5	9.5	7.0	6.0
Period average	16.3	23.1	16.6	11.4	8.2	6.5
<b>External trade</b>						
Exports fob	- 6.4	13.4	18.9	5.6	4.0	1.6
Imports cif	15.7	69.4	0.9	7.7	6.5	7.0
Exchange rate (dobras per US\$)						
end of period	11.748	12.945				
Real effective exchange rate (depreciation =)	6.5	2.9				
<b>Money and credits (end of period)</b>						
Base money	76.6	32.0	21.0	16.6	14.3	12.6
Broad money	45.9	39.3	25.0	17.6	15.3	13.6
Velocity (GDP to average broad money)	3.3	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Central bank reference interest rate (per cent)	18.2	28.0				
Bank lending rate	30.0	31.0				
Bank deposit rate	10.6	12.0				
(percent of GDP, unless otherwise specified)						
<b>Government finance</b>						
Total revenue, grants and oil signature bonuses	81.9	37.4	164.5	47.1	29.1	28.2
of which : tax revenue	15.1	17.5	15.8	15.8	15.8	15.8
nontax revenue	2.3	3.7	3.2	2.9	2.9	2.9
Grants	17.2	16.2	125.4	11.4	10.3	9.5
oil signature bonuses	47.2	0.0	20.2	16.9	0.0	0.0
Total expenditure and net lending	44.5	51.3	39.6	37.8	36.0	35.0
of which : noninterest current expenditure	23.6	25.3	20.0	18.3	17.4	17.4
Capital and HIPC related social expenditures	18.0	22.4	18.0	18.1	17.4	16.5
Domestic primary balance	-10.3	-8.6	-7.0	-4.8	-3.7	-3.4
Overall balance (commitment basis)	37.4	-14.0	124.9	9.3	-6.9	-6.8
<b>External sector</b>						
Current account balance						
Including official transfers	-20.0	-45.9	-41.3	-42.0	-41.2	-40.9
Excluding official transfers	-39.4	-65.0	-55.9	-55.0	-53.0	-51.7
NPV of external debt	172.9	162.2	16.3	16.7	16.3	15.7
External debt service (percent of exports)						
Before HIPC and MDRI debt relief	57.2	47.9	37.3	37.3	36.5	34.9
After HIPC and MDRI debt relief	48.1	24.6	4.7	5.1	4.7	4.2
Export of goods and services	21.0	23.6	24.5	26.4	28.5	31.0

(us\$ millions)						
Gross foreign reserves						
Months of imports of goods and nonfactor services	4.1	4.5	4.0	4.0	4.0	4.0
Millions of US dollar	26.6	33.3	31.7	33.2	35.1	37.0
National oil account (us\$ Millions)	23.5	8.6	14.3	34.6	29.5	24.2
<b>Memorandum item</b>						
GDP						
Billions of dobras	1.189	1.526	1.954	2.297	2.650	3.011
Millions of US dollars	114	123	142	154	168	184

**Tableau des indicateurs pour les OMD**

<b>OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>		<b>Indicateurs de base</b>						<b>Année limite objective</b>
	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>1998</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2004</b>	<b>2006</b>	<b>2015</b>
<b>1. Eliminer la pauvreté et la faim</b>								
Cible 1 : Réduire de 50%, entre 1990 et 2015, la part de population vivant dans la pauvreté - Part de la population pauvre				53,8%				20,5%
Cible 2 : Réduire de 50%, entre 1990 et 2015, la part de population qui souffre de la faim - Proportion d'enfants avec insuffisance pondérale			12,8%					6,4%
<b>2. Assurer l'éducation primaire universelle</b>								
Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire					97,4%	98,6%	103,5%	100%
Taux d'alphabétisation des personnes de plus de 15 ans					83,1%		94%	100%
<b>3. Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes</b>								
Part de femmes salariées dans les secteurs non agricoles par rapport à l'effectif total de femmes employées	65,3%			79,4%				
Part des femmes salariées dans le secteur non agricoles par rapport à la population active	21,7%			26,7%				
<b>4. Réduire la mortalité infantile de 2/3 jusqu'en 2015</b>								
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)				57,2	60,8			20,3
Part d'enfants vaccinés contre la rougeole					83,8%			100%
<b>5. Améliorer la santé maternelle</b>								
Taux de mortalité maternelle					101,6/ p. mil			17,3/ p. mil
Part d'accouchement assisté par un personnel de santé qualifié					75%			
<b>6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies</b>								
Cas de paludisme / population totale					482/ p. mil			3 /p. mil
Cas de paludisme / enfants de moins de 5 ans					1414/p. mil			7/ p. mil
Taux de prévalence VIH chez les femmes enceintes		5,4%						2,7%
<b>7. Assurer un environnement durable</b>								
Accès au réseau d'eau canalisée (% de ménages)				19%				
Accès à l'assainissement (% de ménages)				16%				

Source : Rapport national sur les ODM, avril 2004, Gouvernement et Agences des Nations Unies

STRATEGIE POUR	CONSENSUS EUROPEEN	SOUS SECTEUR ET	en euro x 1000 total cumulatif des engagements 31.12.07
<b>L'AFRIQUE</b>		<b>APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL</b>	
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	gouvernance	0
		réformes économiques et institutionnelles	0
		Acteurs Non Etatiques	0
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états	0
Croissance économique, intégration régionale et commerce		Accords de Partenariat Economique	0
	commerce et intégration régionale	intégration économique régionale	
		développement du secteur privé	0
	infrastructure, communication et transport	infrastructure, communication et transport	10797
	eau et énergie	eau	1032
		énergie	0
		non spécifié	0
Investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi	0
	environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles	
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire	0
		agriculture	0
		sécurité alimentaire	0
	développement humain	santé	2000
		éducation de base	0
		éducation non spécifiée	0
autres	FCT	FCT	2050
	appui à l'ON	appui à l'ON	0
	non spécifié	non spécifié	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	0
TOTAL	TOTAL	TOTAL	15879
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	10797
		deux secteurs les plus importants + ABG	12797
		Trois secteurs les plus importants + GBS	14847
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	15879
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN	1
secteurs (exclus NSA et ABG)	4		



SAO TOME & PRINCIPE

EDF FORECASTS 2008 - 2009: PAYMENTS on ONGOING PROJECTS.



Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez



YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit	q	TITLE GLOBAL COMMITMENT	END date of implementation*	SITUATION END 2007			FORECASTS on PAYMENTS 1st SEM 2008						FORECASTS on PAYMENTS 2nd SEM 2008			
					GLOBAL COMMIT.	INDIV. COMMIT	RAC	ESTIMATION of RISK FACTOR						ESTIMATION of RISK FACTOR			
								AMOUNT ONGOING INDIV. COMMIT.	PAYMENTS ON ONGOING INDIV. COMMIT.	RAP	1 <sup>st</sup> SEMESTER	Low L	Medium M	High H	2 <sup>nd</sup> SEMESTER	Low L	Medium M
N° INDIV COMMIT	TITLE INDIVIDUAL COMMITMENT																
<b>TOTAL ON ONGOING GLOBAL COMMITMENTS</b>					21.229.357	15.480.078	5.749.279										
<b>TOTAL ON ONGOING INDIVIDUAL COMMITMENTS</b>					12.887.367	9.311.287	3.586.070	1.417.671	903.741	465.000	48.930	1.313.599	547.536	369.268	396.795		
2002	7ACP STP26	0	PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES CULTURELLES	2004123	74.920	74.919	1										
2002	7ACP STP26	2	PSCI - DP 2003-2004	20041031	69.269	64.725	4.544										
1999	8ACP STP1	0	REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE RIO CONTADOR	20030630	2.782.432	2.782.432	0										
1999	8ACP STP1	2	MONIZ DA MAIA SERRA E FORTUNATO STD	20011031	2.319.000	1.922.205	396.795					396.795				396.795	
2000	8ACP STP4	0	REHABILITATION DE ROUTES SECONDAIRES EN MILIEU RURAL	20061231	2.548.650	2.548.641	9										
2000	8ACP STP4	2	SOCIEDAD DE CONSTRUOES, LDA, 24.000.000.000 STD, ERNESTO TAVARES - AT AU	20051231	2.267.034	2.063.631	198.402	198.402	198.402								
2000	8ACP STP4	4	MAITRE D'OEUVRE REHABILITATION DES PI	20051215	100.031	98.299	1.732	0									
2001	8ACP STP9	0	APPUI AU SENAE (SERVICIO NACIONAL DE ESTRADAS)	20040831	382.330	371.698	10.632										
2001	8ACP STP9	1	MUENGIE J.P. STD	20040531	165.703	165.670	33	0									
2002	8ACP STP11	0	ASSISTANCE TECHNIQUE AUX SERVICES DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	20051108	594.125	594.125	0										
2002	8ACP STP11	2	DP 2002-2003/GON (GABINETE DO ORDENADOR NACIONAL DO FACILITE DE COOPERATION	20030826	64.638	55.338	9.300	9.300	9.300								
2004	9ACP STP1	0	TECHNIQUE (TCF) GROUPEMENT ONG	20101231	1.450.000	1.301.968	148.032										
2004	9ACP STP1	6	ZATONA/ALISEI - AT FORMATION DES ANE AUX	20060613	130.900	92.954	37.946	37.946				37.946					
2004	9ACP STP1	8	REGIE DP2005-2006/GON/FED 01.09.2005	20060831	103.000	34.362	68.638	0									
2004	9ACP STP1	9	TRIGUEIROS/CONTRAT AT AUPRES DU CABINET ON STP MONTANT EUR	20080831	144.000	88.200	55.800	21.600	21.600				34.200	34.200			
2004	9ACP STP1	13	REGIE DP 2006-2007	20070228	83.000	19.968	63.032	0									
2004	9ACP STP1	15	ILF C.CADRE 125619	20061231	57.640	53.356	4.284	0									
2004	9ACP STP1	16	HYDROPLAN - C.CADRE 125618	20061231	39.928	23.957	15.971	15.971	15.971			15.971					
2004	9ACP STP1	17	DP 2007-2008 GON FED	20080229	84.500	57.992	26.508	26.508	26.508			26.508					
2004	9ACP STP1	18	C-G ILF CONSULTING ENGINEERS	20071229	139.960	83.976	55.984	55.984			45.000	10.984					









**SAO TOME & PRINCIPE**

**EDF FORECASTS DECOMMITMENTS 2008**

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit RAP after forecasted payments	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
							Forecasted De-commitments	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commit. to not be re-use	
							152.895	291.137	499.883	0	
2002	7ACP STP26	0	PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES	1		1	1				0
2002	7ACP STP26	2	PSCI - DP 2003-2004	4.544	0	4.544	4.544				0
1999	8ACP STP1	0	REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE RIO CONTADOR	0		0					0
1999	8ACP STP1	2	MONIZ DA MAIA SERRA E FORTUNATO STD 20.642.698.179	396.795	396.795	0					0
2000	8ACP STP4	0	REHABILITATION DE ROUTES SECONDAIRES EN MILIEU RURAL	9		9			9		0
2000	8ACP STP4	2	SOCIEDAD DE CONSTRUNOES, LDA, 24.000.000.000 STD, TRAVAUX	198.402	198.402	0					0
2000	8ACP STP4	4	ERNESTO TAVARES- AT AU MAITRE D'OEUVRE REHABILITATION DES PI	1.732	0	1.732	1.731				1
2001	8ACP STP9	0	APPUI AU SENAE (SERVICIO NACIONAL DE ESTRADAS)	10.632		10.632	10.632				0
2001	8ACP STP9	1	MUENGIE J.P. STD 1.650.604.586	33	0	33	33				0
2002	8ACP STP11	0	ASSISTANCE TECHNIQUE AUX SERVICES DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	0		0					0
2002	8ACP STP11	2	DP 2002-2003/GON (GABINETE DO ORDENADOR NACIONAL DO FED)	9.300	9.300	0					0
2004	9ACP STP1	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE (TCF)	148.032		148.032			148.032		0
2004	9ACP STP1	6	GROUPEMENT ONG ZATONA/ALISEI - AT FORMATION DES ANE AUX	37.946	37.946	0					0
2004	9ACP STP1	8	REGIE DP2005-2006/GON/FED 01.09.2005 AU 31.08.2006	68.638	0	68.638	68.638				0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC		Possible RAC to decommit	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommit & Payment	
				Original RAP	Forecasted payments 2008		Forecasted De- commitments		Forecasted De- commitments			New RAP after Decommit & Payment
							Forecasted De- commit. to not be re-use	Forecasted Decommit <sup>1</sup> to Recommit	Forecasted De- commit. to not be re-use	Forecasted Decommit <sup>1</sup> to Recommit		
2004	9ACP STP1	9	TRIGUEIROS/CONTRAT AT AUPRES DU CABINET ON STP MONTANT EUR	55.800	55.800	0					0	
2004	9ACP STP1	13	REGIE DP 2006-2007 GONFED	63.032	0	63.032	63.032				0	
2004	9ACP STP1	15	ILF C.CADRE 125619	4.284	0	4.284	4.284				0	
2004	9ACP STP1	16	HYDROPLAN - C.CADRE 125618	15.971	15.971	0					0	
2004	9ACP STP1	17	DP 2007-2008 GON FED	26.508	26.508	0					0	
2004	9ACP STP1	18	C-C ILF CONSULTING ENGINEERS	55.984	55.984	0					0	
2004	9ACP STP1	19	C-C PARSONS BRINCKERHOFF	41.960	41.960	0					0	
2004	9ACP STP2	0	APPUI AU SECTEUR ROUTIER NATIONAL	143.705		143.705			351.842		83.000	
2004	9ACP STP2	3	DP-FORMATION ANE AUX INTERV. S/ LE RESEAU ROUTIER	0	0	0					0	
2004	9ACP STP2	7	DP 1 - CGC/FED	0	0	0					0	
2004	9ACP STP2	13	DP- SURVEIL.TRAVAUX(OP1/FISC- R/FED)	20.252	0	20.252		20.252			0	
2004	9ACP STP2	14	DP - SURVEIL.TRAVAUX(OP1/FISC- MC/FED)	10.960	0	10.960		10.960			0	
2004	9ACP STP2	15	GOLFO - SURVEILLANCE TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT	40.924	40.924	0					0	
2004	9ACP STP2	16	CONSORTIUM CONSTROME/CONSTRUTORA REHABILITATION DES	449.526	449.526	0					0	
2004	9ACP STP2	17	E.E ENGENHARIA - SURVEILLANCE TRAVAUX ROUTES	77.216	77.216	0					0	
2004	9ACP STP2	19	AT ZATONA ADIL	87.196	87.196	0					0	
2004	9ACP STP2	20	DP2 - CGC/FED - 2006/2007	259.925	0	259.925		259.925			0	
2004	9ACP STP2	22	TR-ENGINEERING - AT L'INAE(CGC)	175.779	175.779	0					0	
2004	9ACP STP2	23	ARQUIPELAGO - REHAB.ROUTES LOT1:EN3	129.268	129.268	0					0	
2004	9ACP STP2	24	JCP - FOURNITURES DE GABIONS	125.642	125.642	0					0	

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
							Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commitments	
							Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted Decommit <sup>t</sup> to Recommit	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted Decommit <sup>t</sup> to Recommit	
2004	9ACP STP2	25	CONSTEP SA - TRAVAUX ROUTES	384.881	384.881	0					0
2004	9ACP STP2	26	SOCOBRISE - REHABILITATION LOT1 EN1	189.553	189.553	0					0
2004	9ACP STP2	27	SOCOBRISE - REHABILITATION LOT2 EN1	195.754	195.754	0					0
2004	9ACP STP2	28	DP 3 - CGC/FED	458.268	458.000	268					268
2007	9ACP STP3	0	LUTTE CONTRE LE CHOLERA	2.000.000		2.000.000					2.000.000
2007	9ACP STP4	0	FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE II (FTC II)	600.000		600.000					600.000
2007	9ACP STP5	0	APPUI AU SECTEUR ROUTIER II	2.846.900		2.846.900					2.846.900





Online Help click on  
Aide en ligne, cliquez

**SÃO TOMÉ & PRÍNCIPE**

**EDF FORECATS. 2008-2009 : NEW GLOBAL Commitments (including individual commitments & Payments).**

(amounts in €)

ESTIMATED DECISION DATE	PROJECT TITLE - ACTION FICHE	CATEGORY	AMOUNT	RISK L, M, H	FORECASTS 1st SEM 2008			FORECASTS 2nd SEM 2008			FORECASTS 1st SEM 2009			FORECASTS 2nd SEM 2009										
					INDIVID. COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS			INDIVID. COMMIT	PAYMENTS	ESTIMATION of RISK FACTOR FOR PAYMENTS		
							Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H			Low L	Medium M	High H
<b>TOTALS on NEW GLOBAL Commitments.</b>			<b>8.300.000</b>		0	0	0	0	0	200.000	40.000	0	40.000	0	620.000	185.000	60.000	125.000	0	350.000	350.000	175.000	175.000	0
05 2008	TCF 10eme	PROJECT	1.000.000	L						200.000	40.000		40.000		620.000	185.000	60.000	125.000		350.000	350.000	175.000	175.000	0
05 2008	APPUI ON	PROJECT	500.000	L						200.000	40.000		40.000		120.000	85.000	80.000	25.000						
1sem2009	APPUI gestion FIN PUB	PROJECT	500.000	M											200.000	40.000		40.000		150.000	100.000	50.000	50.000	
1sem2009	APPUI APE	PROJECT	1.300.000	H											300.000	60.000		60.000		200.000	250.000	125.000	125.000	
1sem2009	Routes III	PROJECT	5.000.000	M																0				



**SAO TOME &**

**SUMMARY of EDF FORECASTS 2008 - 2009**

	FORECASTS 2008										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	TARGET ANNEE
New Global Commitments	1.500.000	1.500.000	0	0	1.500.000	0	0	0	0	0	1.500.000
New Individual Commitments	527.000	354.158	156.823	16.019	432.569	3.835.000	1.943.675	860.394	1.030.931	2.373.872	2.806.441
Payments	1.609.671	1.081.741	479.000	48.930	1.321.241	2.305.599	1.168.536	517.268	619.795	1.427.170	2.748.411
Decommitments	152.895					499.883					652.778
Decommitments to recommit	291.137					0					291.137
Reduction of Old RAL	224.643	224.643	0	0	224.643	396.804	9	0	396.795	9	224.652

	FORECASTS 2009										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	TARGET ANNEE
New Global Commitments	6.800.000	0	5.500.000	1.300.000	2.750.000	0	0	0	0	0	2.750.000
New Individual Commitments	620.000	174.685	348.888	96.427	349.129	850.000	95.200	392.133	362.667	291.267	640.396
Payments	1.543.135	434.779	868.356	240.000	868.957	1.875.000	210.000	865.000	800.000	642.500	1.511.457

R A L	SITUATION on 01/01/2008		SITUATION on 31/12/2008	
	ALL PROJECTS	PROJETS decided before YEAR 2003	ALL PROJECTS	PROJETS decided before YEAR 2003
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS	21.229.357	6.382.457	22.218.841	6.371.815
R A C	5.749.279	10.642	4.223.459	0
R A P	3.586.070	610.805	3.210.701	396.795
R A L	9.335.349	621.447	7.434.160	396.795
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT.	44%	10%	33%	6%
Nbr of years to absorb RAL	3		3	

	Amount	Nbr
Ceiling increase riders	0	0
Extension Date		0
Réaménagement budgétaire		0
Modification DTA		0
Total number of projects		0



Reg-PALOP

EDF REGIONAL FORECASTS DECOMMITMENTS 2008

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC	Forecasted payments 2008	Possible RAC to decommit RAP after forecasted payments	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommitt & Payment
							Forecasted De-commitments	Forecasted De-commit. to not be re-use	Forecasted De-commitments	Forecasted De-commit. to not be re-use	
							28.165	0	243.336	0	
1994	ACP RPR34	0	PROMOTION DU COMMERCE EXTERIEUR ET DES INVESTISSEMENTS.	130.742		130.742					130.742
1994	ACP RPR34	2	DV 01.10.96-30.09.97+MOD	0	0	0					0
1994	ACP RPR34	3	DEVIS NO. 2 - 01.08.98-	0	0	0					0
1994	ACP RPR34	4	ROMUADA; EUR 359354.00	0	0	0					0
1994	ACP RPR35	0	CENTRE REGIONAL DE	32.345		32.345					32.345
1994	ACP RPR35	2	DEVIS 06.08.96-05.08.97	85	0	85					85
1994	ACP RPR35	3	DV 05.5.98-	590	0	590					590
1994	ACP RPR35	4	3 DP - 01/5-31/12/99	843	0	843					843
1994	ACP RPR35	5	REGIE DEVIS PROGR 4 - EUR	615	0	615					615
1994	ACP RPR35	6	GARCIA SALINERO; 347.099	50	0	50					50
1994	ACP RPR35	7	6 DEVIS-PROGRAMME; EUR	0	0	0					0
1994	ACP RPR35	8	7 DEVIS PROGR.; 1.03 A	0	0	0					0
2001	ACP TPS12	0	SUPPORT TO THE	51.093	0	51.093					51.093
2001	ACP TPS12	3	DP 5 - PALOP	0	0	0					0
2001	ACP TPS12	4	FERNANDES DOS SANTOS -	18.561	0	18.561					18.561
2001	ACP TPS12	0	STRENGHTENING THE	303.336	0	303.336			243.336		60.000
2001	ACP TPS12	1	DEVIS DE FONCTIONNEMENT	10.214	10.214	0					0
2001	ACP TPS12	2	COMPLEMENT DP4-OCTOBRE	200.000	200.000	0					0
2001	ACP TPS12	3	IBF EVALUATION PROJET	54.152	54.152	0					0
2001	ACP TPS12	4	OGIMATECH PORTUGAL-AT	195.305	195.305	0					0
2001	8ACP MTR3	0	SUPPORT TO THE	223	0	223					223
2001	8ACP MTR3	2	ESPIRITO SANTO -	2.837	0	2.837					2.837
2001	8ACP MTR3	3	SACRAMENTO DA COSTA -	11.947	0	11.947					11.947
2001	8ACP MTR3	4	SANTOS FERNANDES - AT	16.859	0	16.859					16.859
2001	8ACP MTR3	9	DP3 - 2005 UTCG PALOP	0	0	0					0
2001	8ACP MTR3	12	DP4 PALOP	9.925	0	9.925					9.925
2001	8ACP MTR3	13	DP 5 - PALOP	22.055	0	22.055					22.055
2001	8ACP MTR5	0	STRENGHTENING THE	1.191	0	1.191					1.191
2001	8ACP MTR5	2	ORLANDO FERNANDES S	11.720	11.720	0					0
2001	8ACP MTR5	3	MARIA JOSEFA LOPES CVE	34.660	34.660	0					0
2001	8ACP MTR5	6	PALOP DP2 - 2005	120	0	120	120				0
2001	8ACP MTR5	7	MOORE STEPHENS PALOP-	33.194	33.194	0					0

YEAR of GLOB. Commit.	ACCOUNTING NUMBER of GLOBAL commit.	0 N°IC	TITLE GLOBAL COMMITMENT	Original RAC		Possible RAC to decommit	1st SEM 2008		2nd SEM 2008		New RAC after Decommit & Payment	
				Original RAP	Forecasted payments 2008		Forecasted De- commitments		Forecasted De- commitments			New RAP after Decommit & Payment
							Forecasted De- commit. to not be re-use	Forecasted Decommit <sup>t</sup> to Recommit	Forecasted De- commit. to not be re-use	Forecasted Decommit <sup>t</sup> to Recommit		
2001	8ACP MTR5	8	DP4-OCTOBRE	577.604	577.604	0					0	
2003	8ACP MTR7	0	FORMATION E	0	0	0					0	
2003	8ACP MTR7	1	DEVIS 16.539750 CVE	0	0	0					0	
2001	8ACP MTR4	0	SUPPORT TO THE	0		0					0	
2001	8ACP MTR4	2	CAMPOS QUIZELA;AT/491;	6.240	0	6.240					6.240	
2001	8ACP MTR4	3	PALOP;AUGUSTO	0	0	0					0	
2001	8ACP MTR4	4	PALOP;AMARO PEREIRA DO	22.327	0	22.327					22.327	
2001	8ACP MTR4	5	PALOP-DEVIS PROGRAMME	0	0	0					0	
2001	8ACP MTR4	7	JOSE LOPES-ASSISTANCE	1.847	0	1.847					1.847	
2001	8ACP MTR4	9	KPMG-PIR PALOP/AUDITORIA	0	0	0					0	
2001	8ACP MTR4	10	DEVIS PROGRAMME NR.3	0	0	0					0	
2001	8ACP TPS12	0	SUPPORT TO THE	0		0					0	
2001	8ACP TPS12	1	PALOP-DEVIS PROGRAME	0	0	0					0	
2005	9ACP MTR1	0	TCF PALOP	187.111	0	187.111					187.111	
2005	9ACP MTR1	1	PROGRAMME PALOP	6.938	0	6.938	6.938				0	
2005	9ACP MTR1	2	FCT- PALOP DEVIS N 1	21.107	0	21.107	21.107				0	
2005	9ACP MTR1	5	TRANSTEC - FEASIBILITY	33.417	0	33.417					33.417	
2006	9ACP MTR2	0	PROROGATION DE LA	884.116		884.116					884.116	
2006	9ACP MTR2	1	DEVIS PROGRAMA NR. 3	198.031	0	198.031					198.031	
2006	9ACP MTR2	2	AUDICONTA-AUDITORIA	0	0	0					0	
2006	9ACP MTR2	3	EXTENSAO DO PRAZO DE	416	0	416					416	
2006	9ACP MTR2	4	EXTENSAO DO PRAZO DE	2.850	0	2.850					2.850	
2006	9ACP MTR2	5	AT/607, ASSISTANCE	199.990	0	199.990					199.990	
2006	9ACP MTR2	6	PIR PALOP-DEVIS	935.434	0	935.434					935.434	
2006	9ACP MTR3	0	PALOP TECHNICAL CO-	2.088.895	0	2.088.895					2.088.895	
2006	9ACP MTR3	1	AGRICONSULTING EUROPE	22.767	22.767	0					0	
2006	9ACP MTR3	2	BERENCHOT - STUDY	52.426	0	52.426					52.426	
2006	9ACP MTR3	3	PE1	158.623	0	158.623					158.623	
2007	9ACP MTR5	0	STATISTIQUES PALOP II	2.000.000		2.000.000					2.000.000	
2007	9ACP MTR6	0	APPUI AUX INITIATIVES	3.000.000		3.000.000					3.000.000	
2007	9ACP MTR7	0	PROJET D'APPUI AU	1.500.000		1.500.000					1.500.000	
2007	9ACP MTR8	0	PROJET D'APPUI AU	3.200.000		3.200.000					3.200.000	







Reg-PALOP

# SUMMARY of EDF REGIONAL FORECASTS 2008 - 2009

	FORECASTS 2008										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	TARGET ANNEE
New Global Commitments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
New Individual Commitments	39.500	3.564	5.638	30.298	6.383	20.000	0	12.956	7.044	6.478	12.861
Payments	859.509	77.561	122.671	659.277	138.897	339.607	0	220.000	119.607	110.000	248.897
Decommitments	28.165					243.336					271.501
Decommitments to recommit	0					0					0
Reduction of Old RAL	836.862	54.914	122.671	659.277	116.250	582.943	243.336	220.000	119.607	353.336	469.586

	FORECASTS 2009										
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	2nd SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50% M	TARGET ANNEE
New Global Commitments	1.100.000	0	0	1.100.000	0	0	0	0	0	0	0
New Individual Commitments	1.460.000	0	636.692	823.308	318.346	619.111	0	619.111	0	309.556	627.901
Payments	532.000	0	232.000	300.000	116.000	445.000	0	445.000	0	222.500	338.500

RAL	SITUATION on 01/01/2008		SITUATION on 31/12/2008	
	ALL PROJECTS	PROJETS decided before YEAR 2003	ALL PROJECTS	PROJETS decided before YEAR 2003
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS	32.354.401	16.677.543	32.111.065	16.434.207
RAC	13.379.052	518.930	13.122.855	216.094
RAP	2.863.748	1.231.750	2.599.548	1.065.001
RAL	16.242.801	1.750.680	15.722.403	1.281.095
% RAL / Σ GLOBAL COMMIT.	50%	10%	49%	8%
Nbr of years to absorbe RAL	65		63	

	Amount	Nbr
Ceiling increase riders	0	0
Extension Date		0
Réaménagement budgétaire		0
Modification DTA		0
Total number of projects		0

(uniquement pour les Délégations  
en Afrique)

En euro x 1000

STRATEGIE POUR L'AFRIQUE	CONSENSUS EUROPEEN	SECTEURS	PARTENARIATS ET ACTIONS PRIORITAIRES DU PLAN D'ACTION DE LISBONNE	engagements programmés sur le PIN pour le 10ème FED	
			Partenariats pour 2. Gouvernance Démocratique et les Droits de l' Homme	0	
			7. Migration, Mobilité et Emploi	0	
Droits de l'homme et gouvernance	Gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	Gouvernance		0	
		Réformes économiques et institutionnelles		500	
		Acteurs Non Etatiques		0	
Paix et sécurité	Prévention des conflits et de la fragilité des états	Prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Partenariat sur 1. La paix et la sécurité	0	
Croissance économique, intégration régionale et le commerce	Commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	Partenariat sur 3. le Commerce (et l'intégration Régionale)	1300	
		Intégration économique régionale	3. (le Commerce) et l'intégration Régionale		
		Développement du secteur privé			
	Infrastructures, communication et transport	Infrastructures, communication et transport	8. Partenariat pour Science, société de l'information, l'espace	0	
	Eau et énergie	Eau			
		Energie	5. Partenariat pour l'Energie	0	
Divers			500		
Investir dans les personnes	Cohésion sociale et emploi	Cohésion sociale en emploi		0	
	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	6. Partenariat sur le changement climatique	0	
	Développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	Développement rural, aménagement du territoire		13300	
		Agriculture		0	
		Sécurité alimentaire		0	
	Développement humain	Santé		0	
		Education de base		0	
Education non spécifiée			0		
Autres	FCT	FCT		1000	
	Soutien à l'ON	Soutien à l'ON		500	
	non spécifié	non spécifié			
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général		0	
TOTAL	TOTAL	TOTAL	4. Partenariat sur les OMD		

